

Les difficultés de la situation en Grèce et l'importance crucial du rôle de Syriza en tant que parti

jeudi 9 avril 2015, par [NTAVANELLOS \(DAVANELLOS\) Antonis](#) (Date de rédaction antérieure : 2 avril 2015).

Sommaire

- [Rendre des comptes](#)
- [Audace et pugnacité](#)
- [Sens unique](#)

Les fortins « de l'opposition dure » du pouvoir réel – avec ses représentants emblématiques que sont les dirigeants de l'appareil bureaucratique économique et judiciaire, mais aussi avec le premier avertissement donné par le corps d'élite (OYK) lors du défilé national du 25 mars [dans sa façon de défiler et son nationalisme proclamé] – rappellent à tout le monde, mais avant tout à la direction de SYRIZA, l'importance de la décision de la conférence-constitution de l'actuelle SYRIZA qui a défini le gouvernement de la gauche non pas comme une « station finale » (où la tâche de « sauver la patrie » est engagée), mais comme une « étape transitoire » dans la perspective d'un engagement pour une émancipation socialiste.

La position pas si forte (du moins c'est ce que beaucoup de gens pensent) du gouvernement dont SYRIZA est la colonne vertébrale apparaît encore plus faible dans le cadre des rapports de force internationaux. Le chantage éhonté des créanciers à travers les « institutions » européennes et le FMI cherche à entraîner le gouvernement dans un dilemme : la subordination directe ou l'effondrement rapide. On peut paraphraser une phrase célèbre des protagonistes de l'époque de la Révolution russe que nous pouvons apprécier dans le contexte présent : sans un tournant politique marqué en Europe (Espagne, Irlande ?), sans l'apparition d'une contre-attaque politique du mouvement social et de la gauche en France ou en Italie, nous périrons...

Cette constatation crée des obligations supplémentaires au parti SYRIZA et à sa direction. Notre politique consiste, entre autres, à maintenir « présent et ardent » l'appel à un renversement des politiques d'austérité à l'échelle européenne.

La prise de conscience de ces difficultés, qui devrait se traduire dans une politique de masse spécifique, ne s'effectue pas dans des conditions issues de notre propre choix. Le déclin des mobilisations sociales de 2010-2012 (qui a été à la base de la victoire massive de SYRIZA) a créé les conditions d'une « pause », d'une d'attente pour éprouver l'efficacité de la « voie électorale ».

Mais cette attente limite nos possibilités politiques, l'absence d'intervention directe des gens dans les processus les concernant (liés à la santé, l'éducation, etc.) crée des occasions pour nos ennemis à l'échelle nationale et internationale. Toute tactique qui traduit notre fermeté dans des conditions difficiles exige des initiatives qui s'efforcent de mettre les gens, les actifs au premier rang.

Rendre des comptes

Ce jugement conduit directement au rôle crucial de SYRIZA en tant que parti. Dans les grands médias, le débat sur le parti SYRIZA prend des couleurs sombres : le parti a un « poids de plomb » qui empêche la direction d'opérer des changements audacieux (autrement dit les souhaits des bailleurs de fonds et des marchés). Le parti serait un nid rempli de marxistes rigides qui ne permettent pas aux membres « éclairés » du gouvernement et de l'Etat de faire les « ouvertures » nécessaires (par exemple, en direction de Potami, la Rivière) et de conduire le pays dans les eaux calmes du centre gauche, des consensus, du progrès et du maintien permanent dans l'Eurozone.

Le parti joue effectivement un rôle « défensif » important. Dans les conditions de l'énorme pression interne et internationale, il est un facteur irremplaçable pour faire que le gouvernement reste encore en contact avec l'orientation et le programme initial. C'est pour cette raison que l'obligation de rendre des comptes à la base et aux structures constitutives du parti doit être maintenue et renforcée de manière décisive.

Audace et pugnacité

Mais ce rôle défensif n'est pas suffisant. Les structures (et composantes politiques) de SYRIZA se doivent de prendre des initiatives pugnaces, en essayant de mobiliser les salarié·e·s afin qu'ils repoussent politiquement nos adversaires, c'est-à-dire les importants et dangereux adversaires du gouvernement. Ces initiatives qui exigent des « changements radicaux » et des gains sociaux renvoient, en priorité, au programme de Thessalonique (du 14 septembre 2014) et elles doivent aussi être élargies et complétées en prenant comme référence le programme de la conférence de constitution de SYRIZA.

Par exemple, la capacité du gouvernement à résister à la pression interne et internationale pour les privatisations dépendra directement de l'action du peuple contre les décisions de TAIPED (Hellenic Republic Asset Development Fund), pour la défense des espaces et des biens publics, pour mettre fin aux crimes dans les Skouries (régions de vieilles forêts qui seraient détruites par l'obtention de licences par des entreprises minières, etc.). Les capacités du gouvernement à résister à la destruction encore plus avancée du système de santé publique dépendront directement de si et comment les organisations de SYRIZA vont animer et conduire le flot de protestations, de revendications et d'espoirs des travailleurs de la santé, mais aussi de la majorité sociale qui utilise et a un besoin - et donc un droit - urgent d'utiliser le système hospitalier, à régénérer. Cette mobilisation doit se faire dans un cadre déterminé, avec un programme précis - dont le personnel hospitalier et les usagers doivent être les inspireurs -, mais elle doit se faire rapidement et avec détermination. Parce que le temps travaille maintenant pour l'opposition.

Sens unique

L'insistance sur le programme de la gauche radicale, l'insistance sur les revendications de la population, l'insistance sur la mobilisation sociale est la seule façon d'exister et de remplir son rôle pour le parti SYRIZA. En fait, c'est la seule façon de défendre le gouvernement qui est sous la double menace du capital national et international.

Les médias indiquent avec dégoût l'existence à l'intérieur de SYRIZA d'une aile marxiste radicale et exigent son élimination comme condition pour une reconnaissance du gouvernement comme étant « apprivoisé ». Cette « aile » est réelle et plus large que divers « analystes » ne le disent.

Jusqu'à aujourd'hui, elle a démontré à de nombreuses reprises – au-delà de ce qui est normal pour des affrontements de tendances dans un parti de masse – que c'est un facteur précieux et irremplaçable de la dynamique politique de SYRIZA.

Tous ces membres « radicaux » (ou sympathisants), qui dans une large mesure ne sont pas encartés dans une « tendance », sont partie prenante d'une réactivation rapide de SYRIZA et cela sur la base du programme de la gauche radicale (donc de SYRIZA). Ils forment la force qui peut ouvrir la voie nécessaire à emprunter. La voie d'une politique de transition qui, à partir de ce que nous avons promis avant les élections, met l'accent sur un tournant visant à mettre fin à l'austérité.

Antonis Ntavanellos

P.-S.

* Article paru dans le numéro daté du 2 avril de La Gauche ouvrière, quinzomadaire de DEA.

* « Le gouvernement, le parti SYRIZA et ses membres ». Traduction d'Antonis Martalis, édition par A l'Encontre. <http://alencontre.org/>

* Antonis Natvanellos, membre du Bureau politique de Syriza, sera présent lors du Forum international organisé les 20-21-22 mai à Lausanne.